

Traduction préparée pour le Bureau international du Travail n'ayant pas de caractère officiel.  
Effectuée uniquement à des fins d'information, elle ne saurait en aucun cas remplacer la consultation  
du texte officiel concerné. Copyright © 2004 Organisation internationale du Travail.

## **Arrêté n° 213/2003 portant promulgation du Règlement sur l'emploi dans le secteur informel**

Le Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Emigration ;

- Vu la loi sur les syndicats promulguée par la loi no. 35/1976 et les amendements y relatifs,
- Vu la loi sur le système de l'administration locale promulguée par la loi no. 43/1979, ses amendements et son règlement exécutif,
- Vu l'article 26 du Code du Travail promulgué par la loi no. 12/2003,
- Vu les conventions internationales ratifiées par la République arabe d'Egypte,
- Après consultation avec les ministres concernés et la Confédération générale des Syndicats d'Egypte,

arrête

### Article 1

Une commission est constituée au sein du Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Emigration pour le suivi de l'emploi dans le secteur informel, en particulier des travailleurs agricoles saisonniers, des gens de mer, des travailleurs des mines et des carrières et des travailleurs dans les travaux publics. Elle est composée comme suit :

- Chef du Cabinet du Ministère	Président
- Chef de l'Administration centrale pour l'organisation de l'emploi	Membre
- Directeur général de l'Administration générale pour l'emploi fixe et de courte durée	Membre
- Directeur général de l'Administration générale pour l'emploi extérieur	Membre
- Directeur général de l'Administration générale de la sécurité et de la santé au travail au Ministère	Membre
- Représentant du Ministère des Assurances sociales	Membre
- Représentant du Ministère du Développement local	Membre
- Représentant de la Confédération générale des Syndicats d'Egypte	Membre
- Représentant de l'organisation des employeurs concernée	Membre

La Commission peut faire appel aux experts en cas de besoin.

### Article 2

La Commission est compétente pour établir une politique et un suivi des travailleurs dans le secteur informel, en particulier :

- Proposer les règles qui régissent l'emploi de ces catégories et fixer des exigences concernant la sécurité et la santé des travailleurs, leur déplacement et leur subsistance ainsi que les

règlements financiers et administratifs qui réglementent l'emploi, puis les soumettre au Ministre de la Main-d'œuvre pour rendre les arrêtés nécessaires, en consultation avec les ministres concernés et la Confédération générale des Syndicats d'Egypte.

- Etudier les problèmes de l'emploi dans le secteur informel et proposer les solutions possibles.
- Etudier la législation sur l'emploi dans le secteur informel et proposer des recommandations.
- Examiner les normes internationales et arabes du travail et présenter des propositions concernant leur ratification.
- Proposer les mécanismes de mise en œuvre des règles qui réglementent l'emploi de ces catégories en vue de promulguer des arrêtés ministériels à cet égard.
- Travailler en coordination avec les services concernés ou avec les services compétents pour examiner toute activité concernant l'emploi dans le secteur informel.
- Examiner les demandes d'autorisation aux bureaux de placement des travailleurs dans le secteur informel.

### Article 3

Après soumission au Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Emigration, l'Administration centrale pour l'organisation de l'emploi se chargera de donner toutes les instructions qui réglementent l'inscription des travailleurs susmentionnés, en coordination avec les services et bureaux de la main d'œuvre et de l'émigration et de délivrer les cartes les concernant, et ce de la manière suivante :

- Imprimer des cartes avec un numéro de série ;
- Déterminer les lieux où se trouvent ces travailleurs par le biais de d'une coopération avec le Ministère du Développement local et les syndicats des travailleurs concernés.
- Les bureaux de la main d'œuvre établiront des rapports périodiques sur la situation de l'emploi dans le secteur informel.

### Article 4

L'employeur ne peut pas embaucher de main-d'œuvre dans le secteur informel via un entrepreneur ou un sous-entrepreneur de main-d'œuvre. Toute infraction aux dispositions de cet article est passible des peines prévues à l'article 240 du Code du Travail, soit d'une amende de mille livres au moins et de cinq mille livres au plus. L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs pour lesquels le délit a été commis. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Le Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Emigration est compétent pour autoriser les associations, institutions et organisations syndicales à créer, en ce qui concerne leurs membres, des bureaux de placement pour des chômeurs, sous réserve des dispositions du Code du Travail et celles du présent arrêté, sur la base d'une soumission par la commission prévue à l'article 1 du présent arrêté.

### Article 5

Les services autorisés à employer des travailleurs dans le secteur informel sont tenus à respecter ce qui suit :

- Les responsables de ces services doivent jouir de connaissances et d'expérience pratique dans l'activité ;
- Tenir dans les bureaux de placement un registre dans lequel seront inscrits les candidats au travail. La priorité est donnée à l'ancienneté de l'inscription dans ce registre.
- Informer les travailleurs avant leur recrutement ou pendant la procédure de leur recrutement de leurs droits et leurs obligations liés à leurs contrats de travail et aux clauses de cet accord. Une copie du contrat doit leur être remise.
- Ces bureaux sont tenus de protéger les travailleurs contre leur exploitation par des courtiers.
- Le syndicat général concerné est tenu d'aviser chaque mois l'Administration de la Main d'œuvre de toutes les informations concernant les travailleurs dont le contrat de travail a été révisé.

#### Article 6

L'employeur qui emploie des travailleurs dans le secteur informel s'engage à leur offrir tous les moyens de déplacement et de subsistance, sans déduction du salaire convenu.

#### Article 7

La violation des dispositions du présent arrêté et des règlements d'exécution y relatifs est passible d'une peine prévue par l'article 241 du Code du Travail. La peine est une amende s'élevant à 50 livres au moins et à 500 livres au plus. L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs pour lesquels le délit a été commis. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

#### Article 8

Le présent arrêté est publié dans le bulletin officiel égyptien et entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Fait le 4 octobre 2003

Le Ministre de la Main-d'œuvre  
et de l'Emigration  
(Ahmed Ahmed EL AMAWI)